

PREJ d'Île de France en danger, programmation hors sol : jusqu'à quand l'administration jouera-t-elle avec la sécurité des agents ?

Fresnes, le 22 juin 2026

Depuis trop longtemps, l'**Union Régionale UFAP UNSa Justice de Paris** se pose une question cruciale : **les responsables de la programmation des missions connaissent-ils réellement la réalité du métier auquel sont confrontés les agents des PREJ de la DISP de Paris ?** À voir la déconnexion totale entre les ordres donnés et le terrain, nous sommes en droit d'en douter !

PREJ 95 : Une visioconférence sacrifiée, la sécurité bradée !

Récemment, nos collègues du PREJ 95 ont été contraints d'accepter une mission de transfert alors même qu'une visioconférence était programmée : une aberration administrative de plus ! **C'est une situation inacceptable !**

L'**UFAP UNSa Justice de Paris** tient à remercier le magistrat qui a fait preuve de bon sens en maintenant sa décision initiale. Mais cela soulève une question brûlante : **Pourquoi s'entêter à multiplier les risques ? Le drame d'Incarville est-il déjà relégué aux oubliettes par notre hiérarchie ?**

PREJ 91 : Mission impossible dans la fournaise du dépôt !

Aujourd'hui, c'est au tour du PREJ 91 de se retrouver dans une situation explosive et indigne : **seulement 9 surveillants et 1 encadrant** pour gérer de front une audience majeure, un procès devant la cour d'Assises et dix comparutions immédiates ! La pression opérationnelle est tout simplement insoutenable.

Pour couronner le tout, les personnels doivent exercer dans un dépôt transformé en véritable fournaise, sans que personne ne s'en émeuve. Face à cette situation alarmante et au manque cruel d'effectifs pour assurer la couverture sécuritaire, nos collègues n'ont eu d'autre choix que de se tourner vers les policiers et les gendarmes pour obtenir de l'aide. **Pour une administration qui prône l'autonomie, c'est un aveu d'échec cuisant !**

L'UFAP UNSa Justice de Paris dit STOP !

Assez de ces conditions de travail déplorables qui se répètent sans cesse au détriment de la sécurité et de la santé des agents. Nous n'attendrons pas qu'un nouveau drame se produise pour que les lignes bougent.

Nos Exigences :

- **Une révision immédiate de la programmation des missions** afin qu'elle soit **strictement en adéquation avec les effectifs réellement disponibles.**
- **Le recours à la visioconférence** pour limiter l'exposition des agents aux risques.
- **Un audit urgent sur les conditions matérielles** et thermiques d'exercice, devenues invivables en période de fortes chaleurs.

L'**UFAP UNSa Justice de Paris** apporte tout son soutien aux collègues des PREJ d'Île-de-France et restera vigilante. Si l'administration persiste dans son aveuglement, elle devra en assumer la pleine responsabilité.

UR UFAP UNSa Justice – PARIS